La mondialisation met-elle la démocratie en danger?

01/08/2013 à 6h00

La mondialisation économique se traduit sous nos yeux par un éloignement croissant entre les citoyens et les vrais décideurs politiques et économiques. Le récent sondage OpinionWay – Youth Diplomacy révèle que 52% des Français pensent que "*la politique n'a plus de sens à l'heure de la mondialisation*". Les gouvernements nationaux restent pourtant les seuls légitimes représentants politiques des citoyens nationaux.

Problème: leur souveraineté. Le pouvoir pour agir au nom du peuple, s'érode à mesure qu'ils perdent le contrôle sur les flux économiques et financiers… Cette impuissance, loin d'être totale, ni complètement nouvelle, est devenue visible.

> ***Les masses populaires commencent à en prendre conscience. Alors que les révolutions européennes de 1848 étaient la conséquence de la famine, les malaises actuels se nourrissent de cette prise de conscience politique.***

À l'instar de mouvements tels qu'Occupy Wall Street ou les Printemps Arabes, cette situation pourrait générer révoltes et conflits du fait du hiatus existant entre les décisions économiques qui se prennent à un niveau mondialisé et les décisions politiques, qui restent le plus souvent au niveau "local".

Les différences d'échelle entre les décisions politiques et les décisions économiques

Plus grave encore, cette impuissance est génératrice d'une baisse de la qualité de la vitalité démocratique dans la vie des peuples. Le niveau des abstentions dans beaucoup d'élections politiques est à cet égard un indice de cote d'alerte.

Cette impuissance des États-nations ne leur permet plus d'assumer, ce qui, aux yeux des citoyens, leur donnent du sens: les 3 T, Totems, Tabous et Taxes, fondé sur le besoin de protection, et les avantages pour tous de la division du travail. Quand l'État méconnaît ou ne peut plus satisfaire ces deux finalités, et ne sait plus ni récompenser, ni punir, ni protéger, le système dérive inexorablement vers la tyrannie…
La tyrannie peut prendre des formes variées, parfois violentes, souvent plus insidieuses, à base de népotisme et de corruption, mais il faut prendre conscience qu'elle nous menace tous à moyens termes, même dans nos pays développés si nous n'arrivions pas à maîtriser le découplage entre forces politiques et forces économiques.

De l'État- nation trop faible à un embryon de gouvernance mondiale, encore imparfaite

Il ne s'agit pas du tout ici de mettre en concept moderne de l'État-régulateur qui s'est intelligemment substitué à celui de l'État ultra-interventionniste aux diverses formes de dirigismes bureaucratiques. Le problème aujourd'hui c'est que l'État-Nation n'est plus en mesure de réguler un marché à dimension globale. D'où l'importance des régulateurs internationaux qui fleurissent (G20, FMI, Comité de Bâle…) et commencent à constituer un embryon de gouvernance mondiale. Une philosophe politique, qui, malgré les efforts de consultation enclenchés envers la société civile, reste encore très éloignée des citoyens.
Une autre conséquence de l'impuissance visible des politiques, c'est qu'elle stimule le développement d'un individualisme, germe de l'incivisme et signe que le lien social est menacé.
Que faire?
Il faut bien entendu rester réaliste, mais il faudrait au moins en revenir à une plus grande qualité de la décision démocratique dans la vie des peuples. En quelque sorte une réhabilitation de la citoyenneté, autrement dit d'une appartenance effective à des collectivités de niveaux certes différents, quartier ou ONG, communes, régions, Nation, ensembles continentaux, mais emboîtées entre elles sans

rupture. Il faut assumer le continuum de “l’ultra-local” au “supra-national”.

Ainsi deux pistes s’ouvrent en particulier à nous:

Le niveau européen est le seul capable de représenter à armes égales les Nations européennes dans le “concert” des grands ensembles économiques mondiaux. Par conséquent, il conviendrait de développer une vraie citoyenneté européenne, donc de rendre vraiment responsables les instances bruxelloises devant le Parlement européen…

Mais par ailleurs la citoyenneté est “multi-niveaux” et commence dès l’échelon du quartier et des mouvements associatifs, pour “remonter” vers des niveaux plus larges, régionaux, nationaux, voire mondiaux, car elle s’appuie sur le principe de la consultation préalable des personnes concernées par une situation donnée, tout en étant très formatrice pour aborder progressivement des questions plus vastes. La citoyenneté peut ainsi progresser par “cercles concentriques”.

C’est en soi aussi le problème de la gouvernance mondiale, car s’il existe déjà de nombreuses institutions transnationales, il reste à développer l’esprit de citoyenneté au niveau mondial. En d’autres termes le sens de la citoyenneté ressenti par chacun ne doit surtout pas se figer sur des préoccupations locales, mais peut en revanche servir de tremplin en s’inspirant utilement des expériences concrètes pour aborder des questions plus vastes… Il reste à substituer la démocratie à la diplomatie.

Huffington Post